

# COMBAT RÉPUBLICAIN

Numéro 23

Bulletin d'information de la **CNGR**  
Coordination Nationale de la **Gauche Républicaine**

## **DANONE : MOBILISATION A GAUCHE POUR FAIRE AGIR L'ETAT**

*Pour reprendre l'élégante expression de M. Dominique Galouzeau de Villepin, « Danone fait partie du fleuron de notre industrie ». En effet, avec 13, 7 milliards d'euros de chiffre d'affaires en 2004, le groupe alimentaire français est le numéro 1 mondial pour les produits laitiers frais, le numéro 2 pour les boissons. Il emploie 92 609 salariés dans le monde entier, dont seulement 10 000 en France, alors qu'ils étaient encore près de 28 000 en 1983... On se souvient que les salariés de LU (marque biscuit de Danone) ont mené en 2001 une longue lutte contre les licenciements sans que le parti de M. de Villepin ni le PS ne fassent preuve d'empressement pour les soutenir.*

*Ceci étant rappelé, il n'en demeure pas moins que le rachat de Danone par Pepsico au terme d'une OPA hostile laisserait planer des menaces de fermetures d'usines et affecterait la souveraineté de notre pays en matière de recherche et de développement agro-alimentaire. A l'Etat de prendre ses responsabilités, réglementaires et financières, pour empêcher ce rachat. Les intentions du gouvernement Villepin restant des plus incertaines – au pied du mur on verra le maçon -, l'heure est à la mobilisation syndicale et politique. Pas de trêve estivale pour contrer ce nouvel assaut de la finance transnationale.*

## **EDITO : LA GRANDE BRADERIE**

Le gouvernement Villepin est en passe d'établir un record : d'ici à la fin de l'année, il aura cédé près de vingt milliards d'euros de participations publiques via la privatisation partielle ou totale de Gaz de France, de France Télécom, des sociétés d'autoroute, et prochainement d'EDF. Ce résultat place le nouvel occupant de Matignon nettement au-dessus de Raffarin, dont les privatisations ont atteint treize milliards d'euros en trois ans, et lui donne l'espoir de surpasser Jospin, lequel avait cédé quarante milliards d'actifs de l'Etat en cinq ans. A part ça, Chirac et son gouvernement ont parfaitement compris le message anti-libéral que leur ont adressé les Français le 29 mai dernier...

Cette grande braderie du bien public vise à alléger un tant soit peu la dette de l'Etat, qui n'a cessé de se creuser durant les dernières années sous l'effet des diminutions d'impôts et d'une croissance trop molle. Soulagement d'ailleurs insignifiant au regard de l'encours de la dette, qui se chiffrait à 1 070 milliards d'euros en 2004. Comme l'écrit Libération, « tant que le déficit ne baisse pas, privatiser pour désendetter revient à vider une baignoire avec un gobelet alors que le robinet est ouvert en grand »(19/07).

Dernière privatisation en date, la cession des participations publiques dans les sociétés d'autoroutes (entamée sous le gouvernement Jospin) est pain bénit pour les groupes de BTP, tels que Bouygues ou Vivendi. Car une fois remboursés les emprunts contractés pour la construction des infrastructures, les profits s'annoncent colossaux. A titre d'exemple, Autoroutes du Sud de la France a réalisé l'an dernier un bénéfice net égal au quart de son chiffre d'affaires !

En revanche, le programme de grands travaux annoncé sous Raffarin se trouve très compromis, puisque son financement devait être assuré par les dividendes des sociétés d'autoroutes. Trente-cinq projets, pour la plupart ferroviaires, requièrent un investissement de 25 milliards d'euros. Logique implacable du libéralisme : l'appauvrissement de l'Etat appauvrit le pays et condamne les services publics au sous-investissement.

A l'heure où la gauche débat de ce que pourraient être ses propositions alternatives pour 2007, son premier engagement doit être de renationaliser ce que la droite a privatisé, et de soustraire du secteur marchand concurrentiel les services publics essentiels à toute la population. Et si l'on nous oppose l'éternelle rengaine sur l'impuissance de l'Etat à intervenir dans le domaine économique, nous citerons en exemple la décision du peuple uruguayen, qui le 31 octobre dernier, par référendum et à une majorité de 64, 5 %, a inscrit dans sa constitution que l'eau appartient au domaine public et ne peut être privatisée. Qu'en France aussi la souveraineté populaire puisse s'exercer pleinement !

**RAPPEL:** Les assises de la Gauche Républicaine (Voire les 2 numéros précédent de Combat ) auront lieu le 5 novembre à OTIS (77), vous pouvez vous inscrire dès maintenant en envoyant un courrier à :

**CNGR**  
**44, rue Coriolis**  
**75012 PARIS**

*Afin de financer l'organisation de ces Assises, une adhésion d'inscription aux travaux de 10 euros sera demandée. Inscription gratuite pour les chômeurs, Rmistes et étudiants.*

## **NON A LA PRIVATISATION DE GAZ DE FRANCE**

### **Un communiqué de la Coordination Nationale de la Gauche Républicaine**

Bien que le peuple français ait massivement sanctionné les politiques d'inspiration libérale à l'occasion du référendum du 29 mai, le gouvernement Villepin a décidé de privatiser une partie du capital de Gaz de France. La première conséquence de cette mesure est l'augmentation des tarifs : + 14, 6% d'ici à avril 2006, soit 49% d'augmentation depuis l'an 2000. Priorité aux dividendes des actionnaires, au détriment du niveau de vie des Français.

Deuxième conséquence : l'égalité de traitement entre citoyens est remise en cause, d'autant que la fourniture de gaz ne sera bientôt plus le monopole de GDF, en application des directives européennes. Comme le confirme une récente étude du BIT (Bureau

International du Travail), les privatisations aggravent les inégalités et la précarité.

Soumis à la logique financière, GDF cessera d'être un outil industriel essentiel au développement de notre pays. Car les privatisations pavent aussi la voie du déclin économique par la détérioration des infrastructures.

Lorsqu'elle reviendra au pouvoir, la Gauche devra renationaliser GDF et maintenir l'entreprise hors du secteur concurrentiel. Il est grand temps que l'intérêt général s'impose à celui du capital.

**Pierre CARASSUS**  
**Co-Président Délégué Général de la CNGR**

### **HUMEUR: « ...Ce zèle du bien public qui est une première forme de la moralité socialiste et la condition même de l'avènement d'un ordre nouveau.»**

Extraits d'un article de Jean Jaurès publié dans l'Humanité du 19 février 1911 à la suite de l'accident d'un train de la compagnie Ouest-Etat, nationalisée quelque temps auparavant.

Voilà donc que, s'armant des accidents de l'Ouest-Etat, toute la presse capitaliste se rue contre les services publics. Tous les accapareurs, tous les monopoleurs, tous ceux qui, après avoir volé à la nation de magnifiques richesses, voudraient accaparer, monopoliser et voler encore, tous ceux-là voudraient bien persuader la France que l'Etat démocratique est à jamais incapable de gestion industrielle, et qu'il faut laisser à des compagnies privilégiées les richesses déjà usurpées par elles, leur livrer toutes leurs richesses nouvelles.(...)

Les travailleurs de la voie ferrée ont vu juste lorsque l'autre jour ils ont demandé, non seulement que le réseau de l'Ouest-Etat ne fût pas rétrocédé, mais que l'ensemble des réseaux fût nationalisé. Il y a pour la classe ouvrière tout entière un intérêt vital à ce que les services publics démocratiquement gérés se substituent aux monopoles capitalistes et à ce qu'ils fonctionnent excellemment.

D'abord, les travailleurs y peuvent conquérir, pour eux-mêmes, plus de garanties. Dans une démocratie, l'Etat, si bourgeois qu'il soit encore, ne peut pas méconnaître les droits et les intérêts des salariés aussi pleinement et cyniquement que les monopoles privés. (...) Le Parlement

a intérêt, pour la transformation de la société capitaliste en société socialiste, à ce que de grands services publics, administrés selon les règles de démocratie et avec une large participation de la classe ouvrière à la direction et au contrôle, fonctionnent puissamment. Les services publics démocratisés peuvent et doivent avoir ce triple effet d'amoindrir la puissance du capitalisme, de donner aux prolétaires plus de garanties et une force plus directe de revendication, et de développer en eux, en retour des garanties conquises, ce zèle du bien public qui est une première forme de la moralité socialiste et la condition même de l'avènement d'un ordre nouveau.

Que les prolétaires défendent donc vigoureusement les services publics contre les campagnes systématiques de la presse bourgeoise, et contre les déceptions que produit dans la classe ouvrière elle-même une première application maladroite et arrogamment bureaucratique du régime de la nationalisation.

Qu'ils ne livrent pas l'Etat aux oligarchies ; mais qu'ils s'efforcent, en élargissant le domaine de l'Etat, d'accroître leur action dans l'Etat et sur l'Etat par le développement de leur organisation syndicale et de leur puissance politique.